



## *TVA sur les tantièmes et impôts directs*

La circulaire L.I.R. n°45/2 – 152/1 – 168/1 a été émise par l'Administration des Contributions Directes le 14 février dernier.

Il y est rappelé que les revenus en lien avec l'activité d'administrateur constituent un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale dès lors qu'ils ne sont pas versés en contrepartie de la gestion journalière.

### *Imposition de l'administrateur*

#### RETENUE À LA SOURCE SUR LES TANTIÈMES

La loi prévoit que les tantièmes sont soumis à la retenue à la source de 20% dès lors qu'ils sont **versés par une entité ayant son siège statutaire ou son administration centrale au Luxembourg**. Sont ici visées les collectivités de droit public et privé mais également l'Etat, les communes et les établissements publics.

La circulaire précise que cette retenue couvre non seulement les tantièmes mais également les **indemnités spéciales et avantages accordés en sus ou en remplacement des tantièmes**.

C'est le **montant brut** de la rémunération de l'administrateur qui doit être pris en compte pour la détermination de la retenue à la source :

- les frais d'obtention, dépenses d'exploitation, dépenses spéciales, impôts taxes ou autres charges ne sont pas déductibles ; et,
- la TVA sur les tantièmes est à excluir de la base imposable.

**La retenue à la source de 20% est donc faite sur le montant brut – hors TVA – des tantièmes, y compris pour les contribuables déterminant leur bénéfice de façon simplifiée, par comparaison des recettes et dépenses.**

De plus, la retenue d'impôt est imputable sur l'impôt sur le revenu dû dans le chef du bénéficiaire des tantièmes.

#### MODE SIMPLIFIÉ DE DÉTERMINATION DES BÉNÉFICES

La circulaire fournit encore des précisions supplémentaires concernant les contribuables utilisant le mode simplifié de détermination du bénéfice par comparaison des recettes et dépenses d'exploitation (article 18 (3) L.I.R.).

A cet égard, **les recettes d'exploitation incluent le montant des tantièmes TVA comprise.**

**Parallèlement, cette TVA constitue une dépense d'exploitation déductible puisqu'elle est *in fine* versée à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.** Le bénéfice imposable est donc bien le bénéfice HT.

### *Imposition de la société versant les tantièmes*

Comme par le passé, les tantièmes restent non déductibles en matière d'impôts directs et sont à réintégrer dans le résultat imposable de la société les ayant alloués.

Pour rappel, la TVA en amont est déductible via la déclaration TVA de la société. Toutefois, en cas d'application d'un prorata de déduction (sociétés dont au moins une partie des activités n'est pas soumise ou est exonérée de TVA) ou de société non immatriculée (holding pure), tout ou partie de la TVA en amont sera non déductible.

Dans ce cas, la charge de TVA non récupérable est à considérer comme partie intégrante des tantièmes et n'est à ce titre pas déductible ni pour l'impôt sur le revenu des collectivités ni pour l'impôt commercial communal. Elle devra par conséquent être réintégrée lors de l'établissement de la déclaration fiscale de la société.

La TVA n'est donc pas déductible pour les impôts directs à hauteur du pourcentage de TVA en amont non récupérable par la société.

### TVA sur les prestations de services d'administrateur

#### Implications en matière TVA

Conformément aux principes généraux en matière de TVA, l'activité d'administrateur de société constitue une prestation de services conférant la qualité d'assujetti et les règles générales dites « B2B » et « B2C » sont d'application.

La base d'imposition TVA consiste en la rémunération brute de l'administrateur et comprend non seulement la totalité des montants versés en contrepartie des services mais aussi la retenue à la source sur les tantièmes. Le taux standard de 17% est applicable.

L'application de la TVA sera neutre pour les sociétés pouvant récupérer toute la TVA en amont. En revanche, elle aura un impact dès que la société versant les tantièmes doit appliquer un prorata de déduction ou n'est pas assujettie à la TVA en raison de ses activités.

Par ailleurs, l'immatriculation au Luxembourg n'est pas requise pour les administrateurs étrangers siégeant physiquement au conseil d'administration de sociétés luxembourgeoises.

#### ADMINISTRATEURS LUXEMBOURGEOIS

Le tableau repris ci-dessous reprend le traitement TVA des tantièmes dans les différents cas de figure susceptibles de se présenter lorsque l'administrateur est luxembourgeois.

Administrateur LU	Assujetti	Société LU	Assujettie	TVA luxembourgeoise sur la facture
			Non assujettie	TVA luxembourgeoise sur la facture
		Société UE	Assujettie	TVA UE (B2B, auto-liquidation, règles TVA locales à vérifier)
			Non assujettie	TVA luxembourgeoise sur la facture (B2C)
	Non assujetti	Société LU	Assujettie	Pas de TVA (régime de franchise)
			Non assujettie	Pas de TVA (régime de franchise)
		Société UE	Assujettie	N.A. (immatriculation obligatoire de l'administrateur, règles B2B applicables et préparation d'états récapitulatifs)
			Non assujettie	N.A. (immatriculation obligatoire de l'administrateur, règles B2C applicables)

Ainsi, les tantièmes versés à des administrateurs luxembourgeois assujettis devront être soumis à TVA luxembourgeoise :

- lorsque les tantièmes sont facturés à des sociétés luxembourgeoises (assujetties ou non) ; ou,
- lorsque les tantièmes sont facturés à des sociétés non assujetties à la TVA situées dans l'Union Européenne.

#### ADMINISTRATEURS ÉTRANGERS

Le tableau repris ci-dessous reprend le traitement TVA des tantièmes dans les différents cas de figure susceptibles de se présenter lorsque l'administrateur est étranger.

Administrateur UE	Assujetti	Société LU	Assujettie	TVA luxembourgeoise (B2B, auto-liquidation)
			Non assujettie	TVA UE (vérifier règles TVA locales)
	Non assujetti		Assujettie	TVA luxembourgeoise (auto-liquidation)
			Non assujettie	Pas de TVA
Administrateur hors UE	Assujetti	Société LU	Assujettie	TVA luxembourgeoise (B2B, auto-liquidation)
			Non assujettie	TVA locale ? Pas de TVA car «export» de services ?
	Non assujetti (ou hors système TVA)		Assujettie	TVA luxembourgeoise (auto-liquidation)
			Non assujettie	Pas de TVA

La TVA luxembourgeoise sera due sur les tantièmes versés à des administrateurs étrangers (situés ou non dans l'Union Européenne) lorsqu'ils prestent leurs services à des sociétés luxembourgeoises assujetties.

Attention : selon les principes généraux applicables en matière de TVA, si la société luxembourgeoise a une activité de financement, elle reste toutefois un assujetti exonéré et doit s'immatriculer à la TVA luxembourgeoise lorsqu'elle reçoit des services de l'étranger. Elle sera alors traitée comme une société assujettie immatriculée et auto-liquidera la TVA luxembourgeoise.

## Cas particuliers

Certaines prestations de services fournies par les administrateurs ne sont cependant pas soumises à TVA.

### EMPLOYÉS EXERÇANT UNE FONCTION D'ADMINISTRATEUR

Les salariés administrateurs de sociétés tierces ne sont pas eux-mêmes assujettis à la TVA. Ils agissent dans ce cas uniquement en représentation de leur employeur et n'exercent pas cette activité à titre indépendant. C'est donc l'employeur qui est assujetti à la TVA.

### ACTIVITÉS EXERCÉES À TITRE HONORIFIQUE

Les prestations de services fournies à titre honorifique par les membres de conseil d'administration, de comités de gérance ou d'organes similaires et rémunérées par des jetons de présence ne sont pas soumises à TVA.

Ne sont toutefois couverts que les cas où l'indemnité est versée en guise de défraiement.

### RÉGIME DE FRANCHISE

Les administrateurs résidents au Luxembourg dont le chiffre d'affaires n'excède pas EUR 30.000 (tout mandat et toute autre activité confondus) sont soumis à un régime de franchise TVA dès lors qu'ils ne prestent leurs services qu'à des sociétés *luxembourgeoises*.

L'administrateur optant pour ce régime est alors traité comme un non assujetti. Les tantièmes sont facturés sans TVA et la TVA en amont n'est pas déductible dans son chef.

L'administrateur doit dans ce cas s'immatriculer sous le régime de franchise et remettre une déclaration de TVA annuelle afin qui fournira des informations sur le chiffre d'affaires qu'il réalise sous ce régime.

A l'inverse, il n'est pas possible pour les administrateurs résidents prestant des services à des sociétés *étrangères* de bénéficier de ce régime de franchise peu importe que la société étrangère soit assujettie (par application des règles dites « B2B » assorties d'une obligation de préparer des états récapitulatifs pour le prestataire) ou non assujettie (par application des règles « B2C »). Les administrateurs résidents prestant des services à des sociétés *étrangères* doivent donc s'immatriculer à la TVA luxembourgeoise.

*IF Advisory ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.*

## EXPERTS EN FORMATIONS FISCALES ET SOCIALES

### IF ADVISORY

45, rue des Scillas

L - 2529 Howald

[WWW.IFGROUP.LU](http://WWW.IFGROUP.LU)

DELPHINE DEICHTMANN

TAX SENIOR MANAGER

T +352 47 68 47-443

[DELPHINE.DEICHTMANN@IFGROUP.LU](mailto:DELPHINE.DEICHTMANN@IFGROUP.LU)



**BAKER TILLY**  
**LUXEMBOURG**  
TAX AND CORPORATE  
SERVICES